



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA MOSELLE

Préfecture
Direction de la Coordination
et de l'Appui Territorial

ARRÊTÉ

N° 2017-DCAT/BEPE-193 du 21 SEP. 2017

mettant en demeure la société ARCELORMITTAL ATLANTIQUE ET LORRAINE de régulariser sa situation pour son installation de stockage des boues diverses située sur le crassier de Marspich à HAYANGE, SEREMANGE-ERZANGE et FLORANGE.

LE PREFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DANS L'ORDRE NATIONAL DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DANS L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu le Code de l'Environnement ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté DCL n° 2017-A-3 du 1^{er} février 2017 portant délégation de signature en faveur de M. Alain CARTON, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2007-DEDD/IC-403 du 07 novembre 2007 autorisant la société ARCELOR A et L à exploiter sur le territoire des communes de SEREMANGE-ERZANGE, FLORANGE, HAYANGE et TERVILLE les installations de stockages de déchets industriels, de coke et de soufre ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2010-DLP/BUPE-27 du 28 janvier 2010 modifiant les dispositions de l'arrêté préfectoral n°2007 DEDD/IC-403 du 07 novembre 2007 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2011-DLP/BUPE-102 du 04 avril 2011 modifiant les dispositions de l'arrêté préfectoral n°2007 DEDD/IC-403 du 07 novembre 2007 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2014-DLP/BUPE-109 du 07 avril 2014 modifiant les rubriques de classement des installations exploitées par ARCELORMITTAL ATLANTIQUE ET LORRAINE sur le crassier de Marspich ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2017-DCAT/BEPE-155 du 02 août 2017 prescrivant des mesures complémentaires pour les installations du crassier de Marspich exploitées par ARCELORMITTAL ATLANTIQUE ET LORRAINE ;

Vu la visite d'inspection réalisée par l'Inspection des Installations Classées le 05 mars 2015 sur le site du crassier exploité par la société ARCELORMITTAL ATLANTIQUE ET LORRAINE à Hayange et les constats de l'Inspection ;

Vu les courriers de l'exploitant des 30 septembre 2015, 30 novembre 2015, 01 décembre 2015 et 06 mars 2017 ;

Vu les déclarations annuelles réglementaires effectuées par l'exploitant (déclarations GEREP) pour les années 2015 et 2016 ;

Vu le jugement en date du 12 juillet 2017 du Tribunal Administratif de STRASBOURG relatif à l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2015-DLP/BUPE-375 du 1^{er} décembre 2015 ;

Vu le rapport de l'Inspection des Installations Classées du 30 décembre 2016 ;

Vu le rapport de l'Inspection des Installations Classées du 28 juillet 2017 proposant de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation pour son installation de stockage des boues diverses située sur le crassier de Marspich et de suspendre tout nouvel apport de déchets dans cette zone ;

Vu les remarques de l'exploitant sur ce projet d'arrêté en date du 08 août 2017 ;

Vu le rapport de l'Inspection des Installations Classées du 19 septembre 2017 ;

Considérant que la zone de stockage des déchets non dangereux dite zone boues diverses du crassier de Marspich est soumise à autorisation au titre de la rubrique 2760.2 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

Considérant que le Tribunal Administratif de STRASBOURG a, par un jugement en date du 12 juillet 2017, annulé l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2015-DLP/BUPE-375 du 01 décembre 2015 demandant une régularisation de la situation sur cette zone pour défaut de respect du contradictoire ;

Considérant que l'arrêté préfectoral n°2011-DLP/BUPE-102 du 04 avril 2011 fixe dans son article 1^{er} une quantité maximale de déchets de 38 400 tonnes pouvant être stockés dans cette zone ;

Considérant que cette quantité maximale n'a fait l'objet d'aucune observation de l'exploitant ni lors de la consultation du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques du 24 février 2011 sur ce projet d'arrêté préfectoral ni dans les délais de recours impartis ;

Considérant que le dépassement de la quantité maximale autorisée a été constaté dès 2015 ;

Considérant que depuis 2015, les apports de déchets se sont poursuivis, conduisant à un dépassement caractérisé de la quantité maximale autorisée en 2011 ;

Considérant que l'ensemble des observations formulées par l'exploitant par courriers des 30/11/2015, 01/12/2015, 06/03/2017 a bien été analysé par l'Inspection et pris en compte ;

Considérant que les éléments apportés par l'exploitant dans l'ensemble de ses observations évoquent de façon erronée une erreur matérielle de la part de l'Inspection dans la quantité maximale autorisée fixée à l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral n°2011-DLP/BUPE-102 du 04 avril 2011 ;

Considérant que la société ARCELORMITTAL ATLANTIQUE ET LORRAINE ne dispose pas des autorisations requises pour continuer à exploiter cette installation de stockage de déchets non dangereux ;

Considérant que, conformément à l'article L. 171-7 du Code de l'Environnement, il y a lieu de mettre en demeure ARCELORMITTAL ATLANTIQUE ET LORRAINE de régulariser sa situation administrative ;

Considérant que cette régularisation ne peut être réalisée qu'au travers d'une demande d'autorisation, ou au travers d'une cessation d'activité conformément à l'article L. 512-6-1 du Code de l'Environnement ;

Considérant que l'exploitant n'a déposé ni un dossier de demande d'autorisation ni un dossier de cessation d'activité suite à la mise en demeure de régulariser de 2015 ;

Considérant que les apports de déchets se sont poursuivis et se poursuivent encore alors que la quantité maximale autorisée par arrêté préfectoral est dépassée ;

Considérant que la société ARCELORMITTAL ATLANTIQUE ET LORRAINE a été mise en situation de présenter ses observations sur le projet de mise en demeure joint au rapport de l'Inspection des Installations Classées du 28 juillet 2017 susvisé ;

Considérant que les observations émises par la société ARCELORMITTAL ATLANTIQUE ET LORRAINE dans son courrier du 08 août 2017 ont été analysées par l'Inspection et prises en compte ;

Considérant en particulier qu'un délai d'un mois pour indiquer au Préfet l'option choisie par l'exploitant (demande d'autorisation ou cessation d'activité) est suffisant, et qu'un délai supplémentaire de 15 jours peut être accordé pour la fourniture des éléments justifiant le cas échéant du lancement de la constitution d'un dossier de demande d'autorisation ;

Considérant également que l'absence d'atteinte grave à l'environnement ou à la sécurité mise en évidence à ce jour est de nature à justifier l'absence de mesure de suspension de tout apport de déchets sur la zone de stockage des boues diverses ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

ARRETE

Article premier

La Société ARCELORMITTAL ATLANTIQUE ET LORRAINE, dont le siège social est situé Immeuble « Le Cézanne » - 6 rue André Campra – 93200 SAINT-DENIS, est mise en demeure de régulariser la situation administrative de l'exploitation de son installation de stockage des boues diverses située sur le site du crassier de Marspich à Hayange, Serémange-Erzange et Florange :

- a) soit en adressant à Monsieur le Préfet un dossier de demande d'autorisation conforme aux dispositions des articles R. 181-13 et suivants du Code de l'Environnement ;
- b) soit en cessant ses activités et en procédant à la remise en état prévue aux articles R. 512-39-1 et suivants du Code de l'Environnement.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- ⇒ dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fera connaître à Monsieur le Préfet laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;
- ⇒ dans le cas où il opte pour la cessation de ses activités, l'exploitant fournira à Monsieur le Préfet, sous six mois à compter de la notification du présent arrêté, un dossier décrivant les mesures prévues aux articles R. 512-39-1 et suivants du Code de l'Environnement ;

- ⇒ dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation, ce dernier devra être déposé en Préfecture sous un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté. L'exploitant fournira à Monsieur le Préfet dans les 45 jours suivant la notification du présent arrêté les éléments justifiant du lancement de la constitution d'un tel dossier.

Article 2

Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application des sanctions et mesures administratives prévues aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'Environnement.

Article 3 : Délais et voies de recours :

« En vertu de l'article L.171-11 du Code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée».

Article 4 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées, et tous agents de la force publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société ARCELORMITTAL ATLANTIQUE et LORRAINE.

Une copie du présent arrêté est transmise, pour information, aux maires de HAYANGE, FLORANGE et SEREMANGE-ERZANGE.

Fait à METZ, le **21 SEP. 2017**

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général



Alain CARTON



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA MOSELLE

Préfecture
Direction de la Coordination
et de l'Appui Territorial

METZ, le 21 SEP. 2017

Bureau des Enquêtes Publiques
et de l'Environnement

Affaire suivie par Isabelle CUISINIER
Tél : 03.87.34.85.49
✉ isabelle.cuisinier@moselle.gouv.fr

Lettre recommandée avec AR.

Madame,

Par courrier en date du 8 août 2017, vous avez formulé des observations sur le projet d'arrêté préfectoral mettant en demeure la société ARCELORMITTAL ATLANTIQUE ET LORRAINE de régulariser sa situation pour son installation de stockage des boues diverses, située sur le crassier de Marspich à HAYANGE, SEREMANGE-ERZANGE et FLORANGE et suspendant tout nouvel apport de déchets sur cette zone.

Après examen, l'Inspection des Installations Classées l'Inspection considère que les observations que vous avez apportées, au projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure susvisé, sont de nature à justifier une modification du projet de mise en demeure joint à son rapport n° 20529 du 28 juillet 2017 dans le sens suivant :

- augmentation du délai pour la fourniture des éléments justifiant de la constitution du dossier d'autorisation (1,5 mois au lieu d'1 mois) ;
- suppression de la mesure de suspension d'apport de déchets sur la zone de stockage des boues diverses.

En conséquence, je vous notifie ci-joint une copie de l'arrêté préfectoral modifié, mettant en demeure la société ARCELORMITTAL ATLANTIQUE ET LORRAINE de régulariser sa situation pour son installation de stockage des boues diverses située sur le crassier de Marspich à HAYANGE, SEREMANGE-ERZANGE et FLORANGE.

Par ailleurs, pour ce qui concerne la gestion des boues diverses, vous devez justifier de la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement et viser les objectifs et la performance environnementale définis par l'arrêté ministériel relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux.

Madame Anita BONNARD
Che de l'Etablissement de FLORANGE
de la société ARCELORMITTAL ATLANTIQUE ET LORRAINE
QSSE 17 avenue des Tilleuls
57190 FLORANGE



Pour ce qui concerne la comptabilisation des déchets stockés, je rappelle que la seule donnée vérifiable est la pesée à l'entrée du site (boues humides déposées) et que les déclarations GEREPE sont issues de ces données.

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de ma considération distinguée.

Le Préfet,
Pour le préfet
Le Secrétaire Général,

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'A' followed by a horizontal stroke and a small flourish.

Alain CARTON